

COMITE TECHNIQUE LOCAL 29 MARS 2012

Ordre du jour :

- Exécution du budget 2011,
- Budget prévisionnel 2012,

Exécution budgétaire 2011 :

L'exécution budgétaire 2011 fait apparaître des augmentations importantes sur bon nombre de postes budgétaires. L'Administration a donné ses éclairages sur les augmentations les plus significatives.

Les fluides en hausse de 15,62% :

Outre l'augmentation des tarifs des fluides, les coûts élevés de la consommation électrique dans les modulaires de Ty Nay sont avancés comme explication à cette augmentation.

Ont également été évoqués, les travaux importants à Brest Duquesne et les répercussions en matière de chauffage sur les étages en rénovation.

Nettoyage en hausse de 24,58% :

Les hausses de dépenses 2011 sont d'après l'Administration à mettre en rapport avec les opérations de nettoyage d'après chantier.

Les perspectives d'économies sont évoquées au travers d'un nouveau marché qui devrait être passé à compter du 1^{er} mai avec l'UGAP qui sous traite avec la société O.NET. Une réduction des coûts d'environ 30% est envisagée par la Direction qui explique que le prestataire a une obligation de résultat et que ce marché n'est pas passé en heure de travail.

Fournitures en hausse de 25,35% :

Plusieurs facteurs d'augmentations sont évoqués par l'Administration et notamment l'impact de la fusion avec la confection de nouveaux tampons et cachets..

La hausse du coût du papier de plus de 50% a également impacté ce poste budgétaire et le coût papier des élections professionnelles est évalué à 16 000 €

Concernant les produits d'entretien une hausse importante est également à souligner et pour 2012 ces types de commandes seront formalisées par un marché à bons de commande

Affranchissement en hausse de 15,70% :

Ce poste budgétaire est le plus important, avec sur 2011 une dépense à hauteur de 1 936 405 €, chiffre qui inclut les 475 000 € de restes à payer de l'exercice 2010.

Les pistes envisagées par la Direction pour en réduire l'impact sont notamment une remise à plat des anciens contrats passés avec la Poste afin d'obtenir une réduction des coûts d'affranchissement des sacs et enveloppes.

Autres possibilités expérimentées depuis peu, la mise sous pli en nombre du courrier ordinaire des Trésoreries par les services de la Direction.

Frais de déplacement en hausse de 8,05% :

Pour la Direction, les mesures d'économies sur ce poste budgétaire passent par une approche plus rationnelle des stages au niveau géographique, et aussi la sensibilisation qui doit être portée à l'anticipation pour l'achat des billets SNCF.

La Direction a indiqué que les délais de paiement des frais étaient désormais à 4 ou 5 jours.

Budget prévisionnel 2012 :

La dotation globale de fonctionnement 2012 d'un montant de 5 152 708 € est en recul de 433 924 € par rapport à celle de 2011.

Sur deux ans, c'est plus de 15% de crédits qui sont supprimés au titre de la dotation départementale.

La réserve de gestion s'élève cette année à 264 105 € soit le double de celle qui avait été prévue sur 2011, conséquence d'une pratique qui impose une réserve « républicaine » aux services de l'Etat en amont des échéances électorales.

La dotation de fonctionnement après déduction de la réserve s'élève à 4 888 600 €.

Les différentiels constatés entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement fin 2011 constituent les restes à payer de l'exercice qui sont répercutés sur 2012 pour un montant global de 582 139 €.

A noter que les crédits de paiement de la dotation en matériel informatique permettront d'ici une dizaine de jours la livraison de 155 ordinateurs et écrans. La Direction a indiqué avoir recensé les postes et services prioritaires.

En investissement le plan immobilier triennal se donne les priorités suivantes en 2012 :

- Remplacement de l'Autocom de Quimper Ty Nay (urgence car campagne dans 1 mois),
- Réinstallation de la Trésorerie de Concarneau,
- Désamiantage des archives des SIE à Brest,
- Travaux de la Direction Couchouren Quimper.

COMMENTAIRES FO DGFIP 29

Contrairement aux années précédentes, les documents budgétaires 2011 et 2012 nous ont été présentés dans une version minimaliste et peu explicite. La Directrice a déclaré avoir fait ce choix considérant que la matière budgétaire était « aride », et que le budget n'était somme toute que prévisionnel.. En conséquence, il lui semblait peu opportun de diffuser des documents préparatoires trop détaillés..

Nous lui avons fait remarquer que l'exécution budgétaire 2011 n'est en rien prévisionnelle et que deux colonnes de chiffres pour résumer l'exercice nous semblaient pour le moins insuffisantes..

Au-delà de cette présentation réduite de la DGF 2011, force est de constater que l'Administration s'exonère aussi d'une présentation détaillée du Budget opérationnel de programme (BOP) et de ses volets performances (objectifs, indicateurs) et budgétaire (effectifs, plafonds d'emplois, DGF).

Il ne suffit pas de nous dire que les coefficients affectés aux objectifs tiennent compte du contexte contraint des moyens, encore eut il fallu que nous puissions disposer notamment du nombre et du niveau d'évolution des indicateurs, pour pouvoir engager un débat sur le sujet et nous permettre d'exercer correctement notre mandat.

La DGF 2012 est donc réduite de 8% et amputée de la réserve de gestion et des restes à payer 2011. Dans un tel contexte les marges de manœuvre budgétaire sont quasi nulles.

Quant à la politique volontariste de l'Administration pour tenir ce cadre budgétaire hyper contraint, elle nous laisse pour le moins dubitatif..

Concernant le poste nettoyage, le nouveau marché envisagé avec obligation de résultats mais sans cadrage horaire, tiendra peut être les objectifs d'économies mais malheureusement ne sera pas sans conséquences pour les salariés des entreprises de sous traitance...

Concernant l'affranchissement, si les négociations avec la Poste ou la concurrence peuvent obtenir quelques résultats, il n'en demeure pas moins que cette augmentation est aussi révélatrice de la montée en puissance de l'activité des produits communaux, tendance qui ne pourra que se confirmer avec dans les 3 ans, le passage à la redevance incitative en ce qui concerne les ordures ménagères.

A notre question de connaître le montant des frais de représentation du département, l'Administration est resté très floue...et suite à notre demande insistante de connaître le montant des intérêts moratoires générés par la lourdeur des circuits CHORUS, elle a fini par nous avouer que cela coûtait 8000€...

Comme indiqué dans notre déclaration liminaire, la diminution drastique des crédits budgétaires ne peut que contribuer à fragiliser encore plus l'équilibre des services et des agents.

Dans un tel contexte, l'ensemble des organisations syndicales ont émis un avis défavorable sur ce budget 2012. Conformément aux nouvelles règles du dialogue social, l'Administration reconvoquera prochainement les représentants du personnel sur le sujet.

La Directrice départementale ayant d'ores et déjà annoncé que ses propositions seraient à l'identique de celle de ce CTL, l'ensemble des organisations syndicales a décidé de boycotter cette seconde convocation.

Questions diverses :

Suite à nos précédentes interventions en CTL, nous avons souhaité avoir un point d'information concernant les négociations menées avec la Direction de l'Hôpital de Brest afin d'améliorer le cadre de travail particulièrement dégradé des agents de la Trésorerie.

La Direction a indiqué que les travaux seraient engagés courant du mois de mai, le traitement des ouvrants est prévu en juillet. D'autres aménagements sont également prévus notamment le changement du guichet, la rénovation des sanitaires.

Un projet de réinstallation dans un pôle administratif commun est envisagé à l'horizon 2016.

Nous avons rappelé à l'Administration que s'agissant d'aménagement modifiant les conditions de travail des agents, il convenait de mener la meilleure des concertations auprès d'eux et d'associer à la démarche les professionnels des conditions de travail (Médecin de Prévention, IHS) pour la meilleure prise en compte des besoins des agents.

Vos représentants FO DGFIP29 : Muriel PODEUR (SIP Abers) ; Murielle MORICCI (DDFIP Quimper), Patrick VELIN (SIP Quimper Ouest) ; Erick GUERRY (permanent FO DGFIP).

DECLARATION LIMINAIRE CTL DU 29 MARS 2012

Avec une base de 5152708 €, le cadre budgétaire départemental 2012 affiche une diminution de 433924 € par rapport au budget de l'année passée.

Après la coupe de 453690 € enregistrée en 2011, c'est une réduction de plus de 16% des moyens de fonctionnement et d'équipement qui affecte la Dotation globale de fonctionnement du département du Finistère sur deux ans.

Pour FO DGFIP, et au vu de l'augmentation très nette de nombreux postes budgétaires et des restes à payer importants sur l'exercice 2011, la prévision budgétaire 2012 est d'ores et déjà inévitablement et dangereusement sous dotée.

Pour FO DGFIP, les prévisions d'économies et de rationalisation censées pallier à ces contraintes budgétaires, sont malheureusement à mettre en parallèle avec les pseudos gains de productivité que l'Administration n'arrive même plus à justifier pour démontrer sa politique aveugle des suppressions d'emplois.

Pour FO DGFIP, les recettes miracles n'existent pas, et cette politique budgétaire d'austérité ne peut être compatible avec le développement d'une Administration qui se veut modernisée et au plus près des attentes des usagers et de ses partenaires.

Pour FO DGFIP cette ambition devrait se conjuguer avec une véritable politique budgétaire adaptée aux enjeux de la DGFIP et s'inscrire dans le cadre d'une véritable analyse fine et concertée des besoins des services et des agents qui y travaillent.

Malheureusement c'est exactement l'inverse qui est mis en œuvre avec la politique budgétaire actuelle et sa gestion contrainte des besoins, complément déconnectée de la réalité du terrain.

Au lieu de fustiger tel ou tel service car il consomme soi-disant trop de papier, il serait plus pertinent d'établir en concertation un véritable diagnostic de ses besoins.

Cette absence de concertation vaut également pour les projets immobiliers où nous considérons que s'agissant des conditions de vie au travail des agents, la meilleure communication doit se faire vis à vis d'eux, afin d'éviter des réalisations inadaptées à leurs besoins.

Malheureusement, après plusieurs années de réduction systématique des moyens alloués aux services, on assiste notamment depuis la mise en place de la Direction unique, à une

combinaison d'austérité et de gestion approximative des besoins qui altèrent le fonctionnement normal des services

Cette absence de stratégie ne peut conduire qu'à les déstabiliser encore plus gravement, alors que la pénurie d'effectifs conduit déjà à de graves dysfonctionnements et au développement de la souffrance au travail.

*Pour **FO DGFIP** cette logique d'austérité sacrifie le service public en général et menace à terme le devenir de nos missions, que les agents de la DGFIP réussissent malgré tout pour l'instant à maintenir à un bon niveau grâce à l'exemplarité de leur conscience professionnelle.*

Dans le même temps, le Directeur Général multiplie les grandes messes pour prêcher la bonne parole et tenter de continuer de vendre les bienfaits de la fusion à ses agents, encore dernièrement à l'attention des comptables de la DGFIP réunis à Paris.

Quels sont les crédits dégagés pour ces réunions de communication ?..

simplement pour donner l'occasion au Directeur Général de rappeler qu'il est à l'écoute des préoccupations des agents alors que sur le terrain bons nombres de services et d'agents sont en train de sombrer...D'un côté la communication flamboyante de Monsieur Parini, de l'autre les mauvaises conditions de travail de travail des agents.

Quel budget pour les enquêtes en tout genre ?..

Comme celle commandée à la société BVA intitulée « Enquête de satisfaction sur l'informatique de la DGFIP ».

Comme s'il était nécessaire de passer une telle commande alors qu'une simple visite dans les services suffit pour constater que les agents sont de plus en plus confrontés à du matériel informatique obsolète qui n'est plus en capacité de faire fonctionner normalement les applications courantes.

*Pour **FO DGFIP**, l'informatique et les applications devraient contribuer à l'amélioration des conditions de travail des agents et non l'inverse car actuellement, les applications informatiques de la DGFIP ne sont pas au niveau en termes de fiabilité, de performances, et d'ergonomie.*

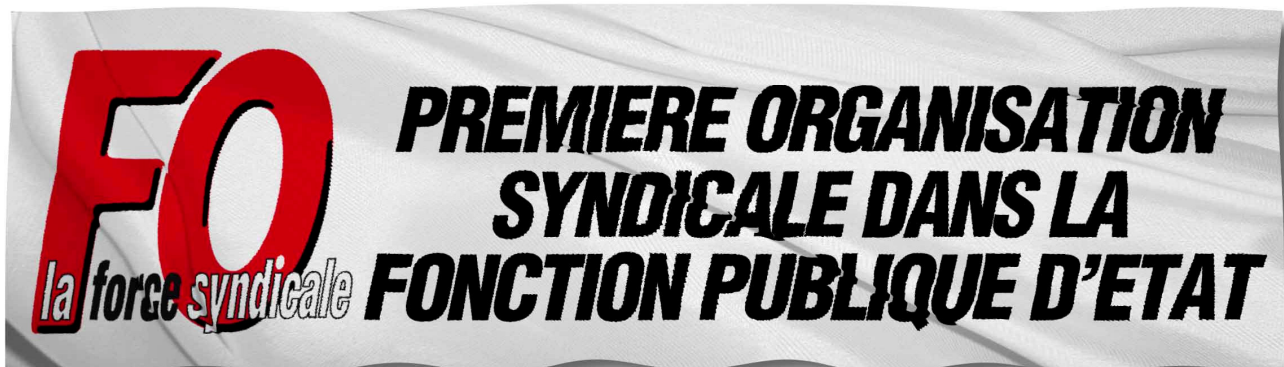
Très Attaché à une conception républicaine du Service public, nous réaffirmons que l'austérité budgétaire sur les emplois et les crédits de fonctionnement et d'équipement lui portent gravement atteinte.

*Cette politique s'inscrit dans le cadre de la RGPP, dont **Force Ouvrière** exige l'arrêt immédiat.*

Contrairement à la communication officielle, la RGPP n'est pas une nouvelle dénomination de « réforme de l'Etat » ou une « modernisation » de son action.

La réalité c'est que la RGPP est un outil au service d'une politique ultra libérale dont l'objectif est de détruire le service public soit en l'affichant clairement, soit en rendant son exercice impossible, faute de moyens, faute d'effectifs, du fait de restructurations imposées en dépit du bon sens.

La DGFIP, 4 ans après sa fusion emblématique est à ce titre la démonstration des dégâts engendrés par la RGPP, sur la qualité du service public et sur les conditions de travail des agents.



CONTACTEZ NOUS-REJOIGNEZ NOUS